

ALGER

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Resistance-aux-ingerences.html>

PREMIER MAI 2012

**Résistance aux ingérences
impérialistes, changements
démocratiques,
révolutionnaires et solidarité
internationale**

Date de mise en ligne : mardi 1er mai 2012

- Actualité politique nationale -

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Cette année encore, en ce premier mai, le coeur des travailleurs algériens à l'avant-garde des luttes est plein de colère contre le régime. Ils ne seront pas autorisés à manifester dans les rues. Sous le prétexte d'empêcher les provocations terroristes, les marches sont interdites depuis 20 ans.

A travers son régime, la bourgeoisie a trouvé l'astuce pour supprimer cette tradition qui fait sentir aux travailleurs algériens qu'ils font partie d'une classe en lutte à l'échelle nationale et à l'échelle mondiale contre le capitalisme et son système impérialiste, qu'ils luttent non seulement contre les Rebrab algériens mais aussi contre les gros barons financiers des multinationales. Tels que ceux de l'acier de ArcelorMittal.

En principe l'état de siège est levé depuis plus d'un an.

Mais l'interdiction de manifester sur la voie publique est maintenue. Reste la possibilité de célébrer cette journée de lutte internationale des travailleurs contre l'exploitation capitaliste et l'oppression dans une salle fermée. C'est oublier que dans sa grande perfidie, le régime a tout cadenassé. Il faut une autorisation et les salles ne sont pas gratuites. Il faut payer le prix pour s'exprimer même dans un espace clos. Résultat, seuls ceux qui ont de l'argent peuvent se réunir et débattre. Appauvris par l'exploitation, pressurés sur leurs lieux de travail et dans les marchés des fruits et légumes par les puissances d'argent, c'est à peine s'ils peuvent faire face à leurs dépenses alimentaires physiologiques vitales. La démocratie de façade algérienne est une des pires formes de la démocratie bourgeoise « *sous-développée* ».

Or, les travailleurs ont besoin d'échanger leurs idées pour voir plus clair et agir dans la bonne direction. Le pays est en permanence sur un volcan.

L'aggravation de la crise internationale du capitalisme rend les capitalistes plus agressifs. La bourgeoisie s'attaque de front à toutes les conquêtes sociales arrachées par la classe ouvrière au prix de durs combats et de sacrifices au cours des décennies précédentes. Elle veut exploiter au maximum et vite le rapport des forces internationales défavorable qui s'est créé après la victoire de la contre-révolution en URSS et dans les pays socialistes européens. L'existence de ce système avait obligé les capitalistes à faire des concessions pour éviter l'extension de la révolution. La disparition de l'URSS est un malheur non seulement pour ses propres travailleurs qui sont retournés aux pires formes du servage capitaliste que la Révolution d'Octobre 1917 avait aboli. C'est un malheur aussi pour la classe ouvrière du monde entier, pour les peuples délivrés de la domination coloniale grâce à leurs luttes mais aussi et surtout grâce à l'existence d'un camp socialiste qui avait ébranlé l'impérialisme.

Cette réalité négative les travailleurs algériens la vérifient chaque jour quand ils subissent la loi des bourgeois nouveaux ou anciens, pris de vertige devant l'extrême facilité avec laquelle il peuvent devenir multi-milliardaires du jour au lendemain, la loi des affairistes cupides enhardis jusqu'à l'ivresse par l'influence qu'ils détiennent sur les appareils d'État. Ils la vérifient quand ils constatent à chaque grève que les inspecteurs du travail se mettent du côté des patrons en refusant de leur établir les PV de non-conciliation qui les couvrent en cas de grève. La classe ouvrière n'a pas affaire seulement à un patron isolé mais à tous les capitalistes qui se coalisent vite pour tuer dans l'oeuf tout mouvement revendicatif contagieux et mettre en garde tout patron tenté de faire des concessions. Ils sentent d'instinct que mouvement est appelé inévitablement à s'étendre.

Le « couteau a touché l'os »

Les travailleurs ne supportent plus les salaires de misère, leur exclusion des assurances sociales, la chasse aux syndicalistes, la flambée des prix avec une pomme de terre à 120 dinars le kg, etc. Ils supportent d'autant moins leur déplorable condition sociale que les patrons accumulent sur leur dos une fortune colossale et que les revenus

pétroliers croissant de façon vertigineuse profitent surtout aux classes privilégiées « chouchoutées » par les cadeaux de toutes sortes qu'elles reçoivent de leur régime sous couvert « *d'incitation à l'investissement* », une formule hypocrite pour couvrir le pillage des ressources du pays.

Les travailleurs ont également vérifié cette réalité quand ils ont vu comment les puissances impérialistes ont pu se permettre d'écraser sous un déluge de bombes la Libye, comment le ministre des Affaires étrangères de leur ancien colonisateur n'a pas craint de reconnaître ouvertement que la France, c'est-à-dire les nouvelles féodalités financières, avait droit à 35% du pétrole libyen. Le même va-t'en guerre actionne tous les jours tous les leviers de l'action diplomatique et de la subversion militaire pour obtenir le droit de réduire en cendres Damas si le régime et le peuple syrien n'acceptent pas de se plier à la volonté des impérialistes d'installer par la force de l'intervention étrangère un État théocratique à leurs bottes. **Ce n'est pas sans raison que l'inquiétude monte au vu de l'agitation de Juppé sur le Mali, à nos frontières sud que les néo-colonialistes rêvent de remettre en cause pour s'emparer des richesses du Sahara.**

Les travailleurs vérifient cette réalité devant le cynisme d'un gouvernement qui enrobe sous le vernis des « réformes » une attaque en règle contre toute clause juridique laissant subsister la moindre petite possibilité théorique de s'exprimer et de s'organiser. Les « *retouches* » annoncées dans des discours ronflants sur la « consolidation de la démocratie » ont tout verrouillé. La nouvelle version de la loi sur les partis, le Code de l'Information, la loi sur les associations, n'a rien laissé au hasard. C'est un dispositif policier destiné à empêcher l'action démocratique indépendante de la classe ouvrière et des masses populaires. Émaillé de vagues mais très dangereuses références au respect des « *valeurs religieuses* » du peuple, ce dispositif annonce le renforcement de l'alliance avec les couches rétrogrades de la société. En cas de victoire aux législatives du 10 mai, les courants réactionnaires qui s'abritent sous le paravent de la religion, n'auront qu'à utiliser ces nouvelles lois pour réprimer tout mouvement populaire de classe indépendant des forces de l'argent.

Pourquoi s'étonner que ce dispositif ait reçu le visa de Mme Clinton après avoir écouté le résumé que lui en a fait Médelci ? Pour Madame Clinton les « trois piliers » d'un État de droit ce sont les patrons, le gouvernement - à condition bien entendu qu'il soit au service de ces patrons - et la « *société civile* », c'est-à-dire la bonne « *société* », la société servile, celle qui se met à plat ventre devant l'impérialisme. Le « 4e pilier » de cette construction est l'État impérialiste américain qui s'arroge le droit de faire et de défaire un régime à coup de résolutions de l'ONU ou de drones.

C'est tout cela que les travailleurs algériens comprennent de plus en plus. C'est cela qu'ils refusent d'accepter. Il n'y a pas de fatalité. En dépit de tous les verrouillages ils se battent pour leurs droits politiques et sociaux. Aucune loi scélérate ne peut leur interdire de réfléchir, de penser, de s'indigner, premiers pas pour des actions de masse à venir qu'aucun ministre de l'Intérieur n'a pas le pouvoir de briser. S'ils semblent afficher une certaine indifférence pour les élections législatives ce n'est pas parce qu'ils se désintéresseraient du sort du pays, de leur propre sort politique et social. C'est leur manière, discutable ou pas, de rejeter le mépris et le diktat. Ils ne sont pas moins inquiets des gesticulations de certaines formations politiques qui clament que si elles n'obtiennent pas la majorité dont les créditent les médias étrangers ils provoqueront des troubles et n'hésiteront pas à faire appel à l'intervention extérieure.

Mettre en échec les ingérences et les plans impérialistes et défendre l'indépendance du pays en dénonçant et isolant leurs alliés internes, les exploités et les pilleurs de biens publics, travailler à créer les conditions politiques de changements réels en faveur des exploités, de ceux qui ne vivent que du produit de leur travail, des marginalisés, s'organiser, s'unir, coordonner leurs luttes avec les travailleurs de tous les pays, telles sont les exigences de la situation historique actuelle. La clé pour sortir de cette impasse ne se trouve pas dans les capitales des puissances impérialistes ou à l'ONU. Elle n'est pas dans les mains de sauveurs providentiels.

Elle est dans les mains de la classe ouvrière et de ses alliées, à condition qu'elle en prenne conscience.

Par Zoheir BESSA

30 avril 2012